

Chaville



Socialiste

Octobre 2010

EDITO

Pour la première fois en 2010, le 92 a créé l'évènement aux dernières élections régionales : **l'UMP n'est plus majoritaire sur les terres de Nicolas Sarkozy.** Un désaveu illustré par le score du candidat socialiste Jean-Paul Huchon réélu contre la ministre Valérie Pécresse avec 51% des voix au niveau du département.

À Chaville, les forces progressistes ont dépassé 52% des suffrages au second tour, laissant un doute sur l'efficacité de l'action de son maire UMP. Un ras-le-bol face à la politique clivante et injuste pratiquée au niveau national et dont les Hauts-de-Seine sont un "laboratoire" selon les mots de Nicolas Sarkozy lui-même ? Une aspiration des citoyens à une gouvernance plus pragmatique et durable des territoires ? Peut-être un peu des deux, mais il s'agit bien d'un succès historique pour la gauche dans notre département. **Cette victoire montre la fatigue des concitoyens vis à vis du système sarkoziste représenté par les Santini, Balkani et Pasqua.**

Un "clan de Seine" qui applique depuis de trop longues années une politique verrouillée et archaïque qui se révèle tournée sur elle-même et non vers les enjeux majeurs qui concernent notre territoire.

Une alternative politique s'impose dans notre département. Alors que les politiques les plus réactionnaires font rage, il nous appartient à tous, citoyens des Hauts-de-Seine, de faire des prochaines échéances électorales une occasion de montrer notre attachement aux traditions humanistes et aux valeurs républicaines de la France.

CATHERINE LIME-BIFFE CANDIDATE CHAVILLOISE AUX ELECTIONS CANTONALES

En mars 2011, les élections cantonales vont avoir lieu sur notre canton de Chaville, Ville d'Avray, Vaucresson et Marnes La Coquette. L'élection des représentants départementaux piliers de la décentralisation, est un enjeu important pour contrebalancer la politique de régression sociale instituée par le gouvernement actuel. Lors des dernières élections régionales, les Français ont confié à la gauche non seulement la gouvernance de la totalité des régions, mais aussi **la**



responsabilité de l'élaboration d'un projet alternatif capable de résultats perceptibles par tous.

Dans cette continuité, changer le personnel politique au sein de nos départements est une nécessité. La compétence doit être préférée à la connivence. La détermination à servir l'intérêt commun doit remplacer la personnalisation du pouvoir et ses dérives. La solidarité ne doit plus rester un vain mot dans notre département. Notre quotidien peut être amélioré grâce à l'action du département. Action sociale (aide aux personnes âgées, protection de l'enfance, soutien aux handicapés), insertion professionnelle, logement, éducation (gestion des collèges), culture, patrimoine, soutien du tissu économique, transports : **le conseil général peut intervenir jusqu'au coeur de nos villes et au coeur de nos vies.**

Catherine LIME-BIFFE sera la candidate du Parti Socialiste à la cantonale de Chaville. Mère de famille, cadre en entreprise âgée de 33 ans, et habitant Chaville depuis 2003, elle s'engage à défendre des idées républicaines renouvelées fondées sur l'excellence sociale responsable, l'efficacité gestionnaire et la participation citoyenne. L'élection cantonale de mars 2011 se prépare dès aujourd'hui. Nous vous invitons à prendre contact avec Catherine LIME-BIFFE dès maintenant **pour faire vivre un département solidaire, capable d'encourager des politiques durables, plus proche du terrain et des concitoyens.** Notre responsabilité est d'élaborer un projet socialiste à la hauteur des défis territoriaux. Votre implication et l'expression de votre refus d'une politique qui ne défend pas vos intérêts seront déterminantes pour l'issue du scrutin.

ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE ?

Par Marie-Chantal Salin

Vous aimeriez être au courant de ce qu'il en est du développement durable, dans la ZAC du centre ville ?

Pas de problème ! Comme le conseille Chaville Magazine, il vous suffit d'aller sur le site de la ville. Et pourtant, c'est bien là que les soucis commencent : pour l'internaute moyen c'est un véritable parcours du combattant. Aucune indication n'est donnée et il faut tâtonner pendant des heures pour accéder à la moindre information.

Après de multiples efforts, enfin, vous y êtes et vous trouvez deux textes qu'il est intéressant de comparer.

La proposition du Conseil Communal de Développement Durable (CC2D) :

On y trouve de nombreuses idées intéressantes sur les trois piliers du développement durable : l'action économique, le développement social et la gestion économe des ressources naturelles.

Cela apparaît dans le management du projet, dans la partie consacrée aux transports et à la mobilité et enfin dans l'énoncé du projet concernant entre autres, la gestion de l'eau et la maîtrise de l'énergie.

La Charte de développement éditée par la Mairie

Même si certains de ces points sont pris en compte, beaucoup sont soit traités à minima, soit inexistantes.

Voici quelques exemples :

-dans le chapitre « management du projet » la concertation préconisée se transforme en information des habitants.

-la performance énergétique qui devait être exemplaire se contentera de répondre aux niveaux réglementaires de 2012.

- certains engagements sont peu précis : dans le document du CC2D, il est proposé « la requalification de la rue Stalingrad en voie piétonne », dans le document final de « dissuader toute circulation de transit motorisé sur la ZAC ».

- dans la rubrique « transport et mobilité », 5 propositions ont été retenues sur 13.

- l'axe social est inexistant.

- quant aux propositions énoncées en annexe par le CC2D, elles ne sont pas prises en compte.

Encore une fois, ce projet qui concerne tout le monde, car nous sommes tous responsables de notre ville, s'est fait en catimini, sans réelle concertation, et en ne considérant la communication que comme une information des parties prenantes.

Copenhague 2009 Pour une solidarité écologique



FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES : L'UMP COMPTE SUR SES DONATEURS, LE PS COMPTE SUR SES ADHERENTS

Par Bruno Lemoine

Financement des partis politiques. Les recettes du PS et de l'UMP en 2008



Source : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP)

En 2008, le total du montant des dons de personnes physiques à l'UMP s'est élevé à 7,4 millions d'euros, soit 14,2% des recettes. Au Parti Socialiste, le montant des dons de personnes physiques est de 1,7 millions d'euros, soit 2,8% des recettes.

Durant cet été, l'affaire Woerth-Bettencourt a fait le jour sur la multiplication des micro-partis satellites de l'UMP, qui ne sont pas recensés dans ce graphique. Cette pratique n'est pas illégale, mais pose clairement le problème du financement des partis politiques dont la loi a été conçue pour limiter les financements privés. A quand un recadrage ?

RENTREE SCOLAIRE EN FRANCE ET A CHAVILLE

Par Jocelyne Quoniam et Yannick Avelino

Le ministre de l'Education a diffusé aux recteurs une douzaine de pistes pour supprimer des postes de 2011 à 2013.

Cette rentrée s'effectue donc une nouvelle fois dans un contexte de diminution de moyens. L'heure est au raclage de fonds de tiroirs et au grignotage !

Objectif 1 : Bouter les deux ans hors de la maternelle

Poursuite de la politique de réduction drastique de la scolarisation des moins de trois ans passée de 35% il y a dix ans à 15%. Pourtant, les études ont conclu à l'utilité d'une scolarisation précoce, surtout pour les enfants de milieux défavorisés. Les élèves les plus fragiles en seront les premières victimes.

Objectif 2 : Augmenter le nombre d'élèves par classe

Le ministère liste comme levier d'économie celui concernant la « taille des classes » qu'il est recommandé de grossir, ainsi que d'élever les seuils de création de classes.

Dans cette logique deux classes (la TPS aux Pâquerettes et une classe à Ferdinand Buisson) ont été menacées de fermeture à la rentrée 2010/2011. Pourtant, la Cour des Comptes souligne que la France se situe à un niveau de dépenses annuelles par élève

inférieur de 1 5% à la moyenne de l'OCDE pour l'école primaire.

Au collège, en comptant 30 élèves par classe, on fait de sacrées économies... C'est ainsi que 36 collèges des Hauts de Seine verront à la fois le nombre de leurs élèves augmenter et le taux d'encadrement baisser. Au collège Jean Moulin, de nombreuses classes sont dorénavant à plus de 30 élèves.

Objectif 3 : Supprimer les Rased et les assistants de langues

Dans le primaire, les écoles pourront se passer des assistants étrangers de langues et des intervenants extérieurs.

L'apprentissage des langues est pourtant présenté comme une priorité. La disparition des enseignants spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté, appelés Rased est clairement évoquée.

Les psychologues scolaires qui travaillent avec eux sont aussi menacés d'«une mise en extinction».

Sur Chaville, dès la rentrée, plus qu'un enseignant Rased au lieu de deux.

Bon élève, le conseil général des Hauts-de-Seine lui emboîte le pas en mettant fin au plan d'Aide à la Lecture, dispositif spécifique dont l'objet visait à favoriser l'envie de lire et de travailler autrement pour les enfants ayant des difficultés scolaires.

Le Service public d'Education est soumis à une obligation de continuité.

Depuis des années, les parents d'élèves constatent que le remplacement d'un professeur manquant n'est pas assuré :



Yannick Avelino et Jocelyne Quoniam, vos conseillers municipaux socialistes.

20 000 défaillances recensées en quelques mois, inacceptable ! Un enseignant a le droit d'être malade mais les élèves ont aussi le droit d'être scolarisés.

Bas les masques !

Nicolas Sarkozy avait pourtant promis que cette réforme ne serait pas l'occasion de faire des économies. Concernant la surcharge programmée des effectifs par classe, Chatel se défend : «le sujet à l'Education nationale n'est pas la question des moyens. Le sujet c'est la bonne répartition de ces moyens sur l'ensemble du territoire.»

Le ministre ment, clairement et sans complexe. L'Education nationale n'adapte pas l'effectif enseignant et administratif à la population des élèves. La logique est inverse : le gouvernement veut supprimer des postes, et demande ensuite à ses recteurs et inspecteurs d'académie de «dégager les gisements d'emploi possibles».

Le tout récent rapport de l'inspection générale ne dit pas autre chose et ne voit pas, contrairement à Chatel, la rentrée en rose.

Moi aussi, je souhaite rejoindre le Parti Socialiste

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Email : _____

Bulletin à retourner par courrier à :

Parti Socialiste – section de Chaville – BP20 – 92370 CHAVILLE

Vous pouvez également nous contacter :

par téléphone : 01 47 50 50 96

par e-mail : ps.chaville@laposte.net ou sur internet : <http://chaville.parti-socialiste.fr>



LETTRE OUVERTE À JEAN-JACQUES GUILLET, DÉPUTÉ DE LA 8^E CIRCONSCRIPTION DES HAUTS DE SEINE, MAIRE DE CHAVILLE.

Monsieur le Député Maire,

Mardi 7 septembre, plus de deux millions de personnes ont manifesté à propos du projet de loi sur les retraites que vous êtes en train d'examiner à l'Assemblée Nationale. C'est pourquoi, nous nous permettons de vous poser les questions suivantes :

Comment pouvez-vous débattre de la manière d'augmenter la durée du travail alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes ?

Les Français n'ont pas besoin de travailler plus longtemps, mais de travailler tous ! Le vrai problème, c'est le chômage. S'il n'est pas porté remède au chômage, le recul de l'âge de la retraite revient à demander aux gens de travailler plus longtemps alors qu'ils manquent déjà de travail. Le gouvernement veut donner l'impression qu'il affronte la réalité, la vérité est qu'il la fuit.

Pensez-vous que repousser l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans et celui du taux plein à 67 ans, et qu'augmenter le nombre d'annuités générera des emplois supplémentaires et augmentera le nombre de cotisants, ou les ressources des régimes ?

Une partie des personnes entre 60 et 62 ans aura été déplacée de la case retraite vers la case chômage. L'autre partie devra travailler 2 ans de plus, au détriment de l'embauche de centaines de milliers de jeunes à la recherche d'un emploi et au détriment des chômeurs de moins de 60 ans.

Pensez-vous que ces réformes que vous avez votées font baisser le chômage?

Vous avez encouragé le recours aux heures supplémentaires en les exonérant de cotisations sociales. Ainsi 4 milliards d'euros d'argent public sont dépensés pour inciter salariés et entreprises à faire des heures supplémentaires au lieu d'embaucher des jeunes et des chômeurs. Ces millions d'heures supplémentaires représentent l'équivalent de 420 000 emplois à temps plein... Vous avez supprimé toutes les règles qui encadraient le cumul emploi retraite. Depuis le 1^{er} janvier 2009, tout salarié peut cumuler, sans limite de revenus, une retraite à taux plein et un salaire à temps complet ou partiel. Les responsables politiques qui multiplient ce genre de réformes font subir aux millions de chômeurs et à leurs proches de graves préjudices.

Pensez-vous que votre projet de réforme est juste ?

Le projet de réformes des retraites fait peser la quasi-totalité des efforts sur les salariés : les salariés fournissent 85% de l'effort financier, la participation des employeurs reste très faible à 15% ! Pourtant, les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 3,2% du PIB en 1982 à 8,5% en 2007, en augmentation de 100 milliards d'euros.

Pensez-vous que ce projet est équitable pour les jeunes ?

Ce projet dilapide les ressources du Fond de réserve des retraites pour éponger des déficits dus à la crise alors que ce fond est destiné à faire face, à partir de 2020, à l'arrivée à la retraite des générations nombreuses du papy-boom.

Ne pensez-vous pas avoir fait l'impasse sur la situation de l'emploi alors même qu'elle conditionne l'avenir des régimes de retraite ?

Votre projet n'assure pas l'avenir du financement des retraites au delà de 2018 : l'équilibre financier à l'horizon 2018 n'est assuré qu'en transférant des charges vers l'assurance chômage et l'assurance maladie, charges qui ne sont pas comptabilisées dans le projet. Au bout du compte, vous privilégiez le lobby des assureurs privés et favorisez ceux qui peuvent cotiser à une caisse privée.

Pensez-vous réduire les inégalités liées aux conditions de travail ?

Il est essentiel de réduire la durée de carrière des salariés exposés à des facteurs de pénibilité, et dont l'espérance de vie est inférieure jusqu'à 3 ou 4 années par rapport à l'ensemble des autres salariés.

Nous vous remercions, en conséquence, de bien vouloir nous apporter vos réponses à toutes ces questions.

Nous vous demandons de reprendre les négociations.

Lettre ouverte envoyée par le collectif chavillois pour la défense des retraites composé des formations politiques suivantes : NPA, PCF, Les Verts, Agir, et PS

defenseretraiteschaville.over-blog.com